

Eglises réformées Berne-Jura-Soleure D'Accra à Grand Rapids Sept ans d'application des principes directeurs «Pour la mondialisation de la justice»: priorités de notre travail

Fondements

Extrait de la Constitution de l'Eglise nationale réformée évangélique du canton de Berne:
«Elle [L'Eglise] proclame que l'autorité de la Parole de Dieu s'étend à tous les domaines de la vie publique tels que l'Etat, la société, l'économie, la culture. Elle combat toute injustice et lutte contre la misère matérielle et morale dans ses causes et ses manifestations.» (art. 2.4)

Extraits du Règlement ecclésiastique de l'Union synodale réformée évangélique Berne-Jura:
«Elle [La paroisse] se sent unie à la chrétienté universelle, elle prend part à ses expériences, ses souffrances et ses espérances, elle soutient le travail missionnaire et les œuvres d'entraide entre Eglises et elle saisit les occasions de rencontre œcuménique.» (art. 82.2)

«Par son affiliation à la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse, elle [l'Eglise] est unie aux autres Eglises de Suisse et à la chrétienté universelle, elle participe à leurs tâches et œuvres communes. L'expérience et le témoignage d'autres Eglises lui servent de défi et d'encouragement pour sa propre activité. » (art. 154.2)

Eau

Par nos principes directeurs intitulés «Pour la mondialisation de la justice»¹ et par la «Déclaration d'Accra»², nous avons décidé, au travers de certaines thématiques particulières, de mieux appréhender les mécanismes de la mondialisation – la privatisation et la déréglementation qui privent la société et la démocratie de tout contrôle – ainsi que les possibilités de mettre en place des structures durables plus équitables. Dans ce contexte, l'eau était et reste pour nous une priorité et un enjeu de prime importance. En nous intéressant notamment aux activités de la multinationale suisse Nestlé au Brésil, nous sommes parvenus au constat qu'il importait de faire reconnaître l'eau comme «droit de l'homme et bien public».

Notre Eglise a ainsi motivé les Eglises catholiques et réformées du Brésil et de Suisse à adopter la Déclaration du même nom, à laquelle ont adhéré entre temps de nombreuses autres Eglises du monde³. Ces efforts constituent un volet du Réseau œcuménique de l'eau mis en place par le Conseil œcuménique des Eglises (COE)⁴.

Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à signer cette Déclaration en tant qu'institution ainsi que les Eglises qui en font partie à la signer individuellement. Il importe de poursuivre à Grand Rapids la lutte pour l'eau en tant que droit de l'homme et bien public, d'en faire une tâche et une priorité communes en lien avec la mise en œuvre de la Déclaration d'Accra.

¹ http://www.refbejuso.ch/fileadmin/user_upload/Downloads/Francais/brochure_mondialisation.pdf

² http://warc.jalb.de/warcajsp/side.jsp?news_id=1154&navi=45 (en anglais)

³ www.sek-feeps.ch/shop/media/gemeinsame_texte/1/1_engl.pdf (en anglais);

http://www.juspax.ch/pdf/declaration_sur_1_eau.pdf

⁴ <http://www.oikoumene.org/fr/activities/roe.html>

Agriculture

Sous le titre de «Domination du marché et de la concurrence», l'agriculture tenait déjà une place centrale dans nos principes directeurs. Ces dernières années, nous avons placé la production agricole et la consommation alimentaire au centre de nos préoccupations. En effet, il existe un lien direct entre ces questions Nord-Sud et la situation de la population active agricole sur le territoire de notre Eglise. L'agriculture est partout touchée par la mondialisation économique. En 2009, le nombre des personnes qui souffrent de la faim a dépassé un milliard, soit une augmentation de 150 millions depuis le début de la crise financière et alimentaire actuelle. Que signifie dans ce contexte une «économie de suffisance humaine»? Sur le territoire de notre Eglise, l'agriculture occupe encore quelque 5% de la population, dans des exploitations en majorité petites à moyennes, nombreuses à travailler selon les principes d'une agriculture durable, contribuant ainsi grandement à la préservation de nos paysages et cultures. Dans le monde entier, les petits paysans demeurent les principaux producteurs dans une optique d'autosubsistance et pour alimenter le marché régional. Or, la pression des libéralisations et des accords de libre-échange favorise la production industrielle. Cette évolution mondiale met en danger la souveraineté alimentaire tant au Nord qu'au Sud.

Deux expositions itinérantes organisées avec les écoles d'agriculture et les organisations paysannes nous ont permis de thématiser dans les paroisses la production maraîchère d'une part et la production de viande dans les exploitations de montagne d'autre part. Elles plaident pour une agriculture familiale et/ou coopérative, fondée sur une petite paysannerie, à l'opposé des intérêts de l'agrobusiness mondial. Forts notamment de nos relations œcuméniques en Argentine et au Paraguay, nous avons participé à la constitution d'une forte coalition contre les agrocarburants en Suisse. Nous défendons la notion de souveraineté alimentaire dans le droit fil du Mouvement paysan international Via Campesina⁵, qui veut laisser les principaux concernés décider de la production et de la consommation des biens agricoles et ainsi encourager les petites structures durables.

Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à défendre la souveraineté alimentaire et la production alimentaire équitable à Grand Rapids, en tant que tâche et priorité communes en vue de mettre en œuvre la Déclaration d'Accra, en lien avec le processus de «life-giving agriculture» (une agriculture source de vie)⁶.

Marchés financiers

Dans nos principes directeurs, nous avons pointé du doigt dès 2003 l'emprise nuisible des marchés financiers sur l'économie réelle: «C'est précisément ce capital spéculatif qui porte une grande part de responsabilité dans l'instabilité et l'insécurité des marchés mondiaux.» La grande crise financière de ces deux dernières années a secoué notre pays aussi, d'autant qu'aucun autre pays au monde n'a un secteur bancaire aussi développé par rapport à sa taille. Cette dernière crise a anéanti en deux ans de gigantesques avoirs, mais a aussi débouché sur la socialisation des pertes enregistrées par des privés. Résultat: les pauvres sont devenus encore plus pauvres. Même dans notre riche canton, un rapport social officiel estime à 7% les ménages pauvres et à 5% ceux qui sont menacés de pauvreté. Notre Etat a engagé 68 milliards dans le sauvetage d'une seule grande banque mais parallèlement, notre gouvernement a refusé une augmentation – minime par rapport à ce chiffre – de 0,5% du revenu national brut consacré à la coopération au développement. En tant qu'Eglise, nous nous étions engagés pour une hausse de 0,7%. De même, notre système social ne cesse d'être remis en question. Chez nous aussi les pauvres financent les délits des riches. Il est évident que notre politique financière n'est pas axée sur la durabilité, à commencer par le secret bancaire qui favorise l'évasion fiscale dans d'autres pays et nous rapporte un capital gagné ailleurs.

Malgré un mandat du Synode, nous manquons de capacités pour mener à bien nos propres projets d'envergure dans ce domaine. C'est pourquoi nous nous référons au texte de la

⁵ <http://viacampesina.org/fr/>

⁶ http://warc.jalb.de/warcajsp/side.jsp?news_id=437&navi=45

Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS) concernant la crise financière.⁷ Le service OETN soutient le Manifeste fiscal qui vise à la fois des buts de politique du développement et une fiscalité plus équitable dans notre pays.⁸ Ainsi, rien que l'évasion fiscale privée soustrait chaque année plus de 5,4 milliards de francs suisses aux pays du Sud, soit 2,5 fois l'aide au développement versée par la Suisse. Dans nos principes directeurs, nous attirons déjà l'attention sur la problématique des caisses de retraite qui sont étroitement liées aux marchés financiers. La FEPS a rédigé une étude à ce sujet. Le plan d'action d'Accra nous sollicite aussi fortement sur ce point dès lors qu'il s'agit de nos propres investissements financiers.

Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à inciter le mouvement œcuménique, sur la base des déclarations du comité central du COE en septembre 2009⁹, à lancer courageusement un Forum œcuménique sur les marchés financiers. Susceptible de faire entendre sa voix dans le monde entier, ce Forum pourrait formuler les principes éthiques d'une nouvelle architecture politique des marchés financiers. Ceux-ci doivent, dans la mesure du possible, viser la justice économique et écologique, renforcer l'économie réelle, minimiser les risques du capitalisme de casino, refuser que l'Etat adopte un tel capitalisme à haut risque et limiter l'avidité et la priorité donnée aux profits à court terme. De même, les Eglises réformées devraient s'engager partout dans le monde pour une réglementation fiscale plus équitable, comme le demande le Réseau mondial pour la justice fiscale, auquel participent aussi nos œuvres d'entraide.¹⁰

«Economie d'assistance et de soins» (care economy)

Nos principes directeurs font allusion à la question centrale de l'inégalité entre les sexes: «le travail familial, ménager et d'encadrement n'apparaît officiellement dans aucun compte, il n'est pas jugé «digne» de figurer parmi les facteurs du marché, alors qu'il forme la base de toute société et qu'il assure notre avenir.» Selon de nouvelles études sur la Suisse, ce travail d'encadrement dépasse de 20% le travail rémunéré et est exercé aux trois quarts par des femmes. La crise financière et les menaces de démantèlement de l'Etat social risquent d'aggraver encore cette réalité.

En 2009, nous avons soutenu, à l'instar de la FEPS, une conférence du réseau WIDE (Women in Development Europe) sur l'économie de l'assistance et des soins.¹¹ La Conférence Femmes de la FEPS estime qu'il est plus urgent que jamais en 2009 que les Eglises se penchent sur ce thème.¹²

Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à identifier les lacunes de la Confession d'Accra en matière d'inégalité entre les sexes et d'économie d'assistance et de soins et à en faire une préoccupation au sein des Eglises et de la société. Sur ces questions de soins, de solidarité, d'amour et de relations humaines, au-delà du marché et de la concurrence, c'est la théologie réformée dans son essence même qui est interpellée.

Sans-papiers

Les sans-papiers sont une expression de la mondialisation, eux qui vivent dans la précarité, dans un pays qui n'est pas le leur, sans autorisation pour y séjourner. Leur nombre en Suisse varie, selon les estimations, entre 90'000 et 300'000 femmes, hommes et enfants. Les Eglises nationales et les communautés juives de notre région ont instauré un comité de réflexion sur les sans-papiers. Le service Migrations de notre Eglise a repris ses recommandations, visant à humaniser le quotidien des sans-papiers, et largement contribué

⁷ http://www.sek-feeps.ch/fr/m-dias/communiqu-s/nn_communique/2010/100128-pour-une-conomie-juste-et-des-r-gles-du-jeu-quitables.html

⁸ <http://www.manifeste-fiscal.ch/fr/> et http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/f_declaration.pdf

⁹ <http://www.oikoumene.org/fr/documentation/documents/comite-central/geneve-2009/reports-and-documents/rapport-du-comite-des-questions-dactualite/declaration-sur-les-finances-justes-et-leconomie-de-la-vie.html>

¹⁰ http://www.taxjustice.net/cms/front_content.php?idcatart=2

¹¹ <http://www.wide-network.ch/en/index.php>

¹² <http://www.sek-feeps.ch/organisationen/frauenkonferenz.html&lang=2>

à la fondation du service de consultation pour sans-papiers.¹³ Les Eglises nationales essaient d'aborder les nombreux problèmes des sans-papiers en dialoguant avec les pouvoirs publics. Précisons que les personnes frappées de non-entrée en matière sur une demande d'asile (NEM) rencontrent des difficultés du même type.

Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à considérer la question des migrantes et des migrants qui quittent leurs pays pour vivre chez nous dans des conditions précaires, sans protection juridique suffisante, comme une tâche centrale de la théologie, de l'ecclésiologie (en rapport avec les Eglises et les communautés de migrants), de la diaconie et comme une priorité dans les débats en rapport avec la mondialisation.

Eglises de migrants

Ces dernières années, notre Eglise a noué des contacts avec diverses Eglises de migrants de notre région. Une cinquantaine de ces Eglises, de nationalités, cultures, langues et confessions différentes, vivent actuellement sur notre territoire. Elles constituent un nouvel élément, stimulant, du paysage religieux et expriment la multiculturalité de l'Eglise (Corpus Christi) actuelle à Berne. La plupart des fidèles de ces Eglises de migrants viennent des pays du Sud et survivent dans des conditions économiques précaires, dans l'insécurité du statut de demandeurs d'asile. Le Synode de notre Eglise a décidé, l'an passé, d'intensifier les relations avec ces nouveaux partenaires œcuméniques. La publication intitulée «Le peuple de Dieu est de toutes les couleurs»¹⁴ incite les paroisses à inviter les Eglises de migrants, à les accueillir avec hospitalité et à collaborer avec elles dans le cadre d'activités et de cultes. Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à relever l'importance et la présence croissantes des Eglises de migrants et à inciter ses membres à collaborer avec ces nouveaux partenaires œcuméniques. Il importe en particulier d'encourager le dialogue entre la piété réformée et le mouvement charismatique.

Palestine/Israël

Voici des décennies que notre Eglise entretient d'étroites relations avec des Eglises et des institutions ecclésiales ou non en Israël et en Palestine. Ce travail se fait à travers le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël.¹⁵ En 2008, avec la FEPS et le COE, nous avons convoqué une conférence théologique internationale sur le thème de la «terre promise», à laquelle ont participé de nombreux théologiens de l'œcuménisme, venus de partout. En conclusion, la conférence a formulé une déclaration intitulée «Perspectives bernoises».¹⁶

Nous encourageons la Communion mondiale d'Eglises réformées à s'engager, par la prière, la théologie, des visites et l'action, pour relayer le cri d'alarme des êtres humains et des Eglises au Proche-Orient, à l'exemple du document «Un moment de vérité: Une parole de foi, d'espérance et d'amour venant du cœur de la souffrance palestinienne»¹⁷ qui appelle à des actes concrets visant à inverser les processus en cours, à insuffler l'espérance et à renforcer la résistance au nom de la paix et de la réconciliation.

Théologie biblique et dialogue interreligieux

Nous nous sommes engagés, par les principes directeurs «Pour la mondialisation de la justice», à approfondir la spiritualité en rapport avec la mondialisation. Nous avons respecté nos objectifs pour la législature 2008-2011: «Nous inscrivons notre travail dans une réflexion

¹³ <http://www.sans-papiers-contact.ch/>

http://www.refbejuso.ch/fileadmin/user_upload/Downloads/OeME_Migration/OM_Pub_Sans_Papiers_-_declaration.pdf

¹⁴ <http://www.refbejuso.ch/fr/activites/migration-integration/eglises-de-migrants.html>

¹⁵ <http://www.eappi.org/fr/home.html>

¹⁶ <http://www.oikoumene.org/fr/documentation/documents/programmes-du-coe/public-witness-addressing-power-affirming-peace/middle-east-peace/13-09-08-perspectives-bernoises.html>

¹⁷ <http://kairopalestine.ps/> et <http://www.oikoumene.org/fr/documentation/documents/other-ecumenical-bodies/un-moment-de-verite.html>

théologique permanente portant sur le contenu et l'importance de notre foi et la signification de notre héritage réformé.».

Sous l'impulsion d'Accra, le service OETN a lancé une série de séminaires autour du thème «Bible et économie», qui ont lieu tous les deux avec des invités œcuméniques du monde entier. Au plan spirituel, l'assemblée plénière de la COE à Porto Alegre en 2006, à laquelle nous avons activement participé, nous a fortement inspirés; dans la continuité, le service OETN a organisé en 2007 une conférence intitulée «Croire en la transformation du monde» qui a bénéficié d'importantes impulsions bibliques, telles celle de Robina Winbush, pasteure de l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis. Le travail interreligieux est devenu central dans la vie de notre Eglise. L'évolution globale pose un défi constant à notre théologie. Ainsi, notre Synode est le premier de Suisse à avoir décidé d'inclure dans les fondements juridiques de notre Eglise sa relation avec le judaïsme, l'islam et les autres religions du monde. Notre Eglise a élaboré un état des lieux théologique à ce sujet: «Rencontre et dialogue des religions».¹⁸ Dans la vie pratique de notre Eglise, les rencontres avec des personnes d'autres religions sont nombreuses à tous les niveaux. Le dialogue interreligieux est un dialogue vivant dont l'apprentissage se fait au quotidien.

Inspiré par le 500^e anniversaire de Jean Calvin, les Eglises de Suisse ont relancé le dialogue sur la confession réformée.¹⁹ La fondation et le développement de la Communion mondiale d'Eglises réformées ne manqueront pas de nous donner des impulsions décisives et de nous offrir un lieu où rendre témoignage sur notre confession et notre action.

¹⁸ http://www.refbejuso.ch/fileadmin/user_upload/Downloads/Francais/Synodes/Synode_hiver_09/18_-_Eglise__judaisme_et_autres_religions_message.pdf

¹⁹ <http://www.ref-credo.ch/>